

*Le ministre des Affaires
étrangères réitère son rejet de la
politique américaine consistant à
inclure Cuba sur la liste des
parrains du terrorisme*



Vedant Patel

La Havane, 3 mai (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a réitéré aujourd'hui que les États-Unis n'ont pas de raisons légitimes d'inclure son pays sur la liste des parrains du terrorisme.

Le ministre des Affaires étrangères a partagé sur Twitter une vidéo du porte-parole adjoint du Département d'État américain, Vedant Patel, qui élude les questions sur le dialogue du gouvernement américain avec Cuba pour faire face au terrorisme, alors qu'il a inclus Cuba dans sa liste de nations qui soutiennent prétendument ce fléau.

Interrogé à plusieurs reprises, Vedant Patel a déclaré que de tels entretiens sont habituels et ont lieu à intervalles réguliers, faisant référence au récent échange technique de fonctionnaires des deux pays sur la coopération antiterroriste.

En ce qui concerne les arguments avancés par son gouvernement pour maintenir la nation caribéenne sur la liste des sponsors du terrorisme, le fonctionnaire américain a fait allusion à la justification bien

connue des violations des droits de l'homme.

Toutefois, lorsqu'on lui a demandé des exemples de ces violations, il a de nouveau éludé la question ; il a également évité de répondre à la question de savoir si un pays qui viole les droits de l'homme mérite de figurer sur la liste.

Les États-Unis ont réinscrit Cuba sur leur liste unilatérale en janvier 2021, en raison de la présence sur l'île de membres de l'Armée de libération nationale (ELN) colombienne, après l'échec des négociations avec le gouvernement de l'ancien président Iván Duque.

Mais la nouvelle administration colombienne a relancé les négociations avec le groupe d'insurgés et souligne le rôle important de Cuba dans le processus de paix dans ce pays, d'abord avec les Forces armées de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP) et maintenant avec l'ELN.

Le gouvernement de Gustavo Petro a demandé à plusieurs reprises que Cuba soit retirée de la liste, mais le président américain Joe Biden a maintenu la plus grande des Antilles sous cette désignation, qui cause des dommages humains incalculables.

Selon le Bureau de Washington sur l'Amérique latine (WOLA), les conséquences les plus graves de cette décision sont liées à l'aide humanitaire, aux affaires, aux investissements et au commerce.

L'inclusion crée des obstacles supplémentaires à l'acheminement de l'aide humanitaire à Cuba dans un contexte économique complexe, aggravé par le renforcement du blocus économique, commercial et financier des États-Unis (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/321540-le-ministre-des-affaires-etrangees-reitere-son-rejet-de-la-politique-americaine-consistant-a-inclure-cuba-sur-la-liste-des-parrains-du-terrorisme>



Radio Habana Cuba